

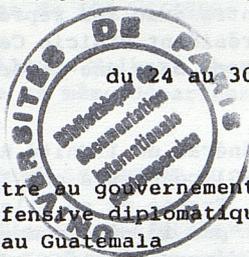
ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

Informations du Guatemala

4° année/N° 194

du 24 au 30 octobre



POLITIQUE

L'insurrection propose une rencontre au gouvernement
Le gouvernement entreprend une offensive diplomatique
Les USA entraînent les "contras" au Guatemala
Elliot Abrams en visite au Guatemala
Des hélicoptères nord-américains se posent au Guatemala
La Belgique récuse l'ambassadeur guatémaltèque
Un autre syndicaliste assassiné
Selon l'armée, l'occupation de l'USAC était légale
Un officiel pour les disparus
L'aide au Guatemala ternit l'image de la RFA
Le gouvernement doit adopter des mesures contre la violence
Des bourses de l'AID pour le Guatemala
Une organisation démocrate-chrétienne appelle à une rencontre mondiale
On envisage la suppression de l'aide alimentaire

CONTRE-INSURRECTION

Des militaires colombiens en visite au Guatemala
On dénonce l'existence d'une prison clandestine

INSURRECTION

L'armée perd des hommes dans le nord-ouest
L'ORPA inflige d'autres pertes à l'armée

MOUVEMENT POPULAIRE

Les travailleurs de l'électricité en grève
Le gouvernement essaie de diviser le mouvement syndical

DROITS DE L'HOMME

Quatre cadavres avec le "coup de grâce"
Un disparu retrouvé assassiné
Toujours plus d'enlèvements
Un médecin blessé par balle dans la cité universitaire
Deux employées domestiques attaquées
Une rivière contaminée à San Marcos

4° P. 12315

POLITIQUE

L'INSURRECTION PROPOSE UNE RENCONTRE AU GOUVERNEMENT

L'insurrection guatémaltèque a accepté le 29 octobre la proposition de rencontre avec les représentants du gouvernement, formulée par le président Vinicio Cerezo au cours de son récent voyage en Europe dans une lettre ouverte diffusée dans la presse locale.

Le commandement général de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG) considère que les déclarations du président en Espagne, France et en Allemagne fédérale doivent devenir réalité et "par là même commencer à poser les bases d'un processus de démocratisation au Guatemala".

L'URNG propose que la rencontre ait lieu au siège de l'ambassade d'Espagne ou du Mexique au Guatemala, avec la garantie des gouvernements espagnol, français, ouest-allemand, italien et belge que seront posées les bases d'une conversation au plus niveau.

LE GOUVERNEMENT ENTREPREND UNE OFFENSIVE DIPLOMATIQUE

Le président du Congrès Alfonso Cabrera, le ministre des Affaires Etrangères Mario Quinonez, l'épouse du président Cerezo, Raquel Blandon et le dirigeant démocrate-chrétien Moliviatis, sont actuellement en voyage officiel en Espagne, Afrique, Asie et en Amérique centrale, a fait savoir la presse le 23 octobre ; on a par ailleurs appris de source extra-officielle que Cerezo se rendra en Uruguay et en Argentine en décembre prochain.

Quinonez a rencontré le 26 son homologue du Costa-Rica* et le vice-ministre des Affaires Etrangères Victor Hugo Tinoco le 27 ; dans les deux cas, il s'agissait d'analyser la situation régionale.

LES USA ENTRAINENT LES "CONTRAS" AU GUATEMALA

Des instructeurs militaires nord-américains entraineront des officiers contre-révolutionnaires nicaraguayens au Guatemala, a fait savoir le 27 le journal mexicain

"La Jornada", reprenant une information de l'hebdomadaire nord-américain "Newsweek". Selon le quotidien, des groupes de "bérêts verts", hispanophones, travaillent déjà à ce projet.

* Rodrigo Madrigal

ELLIOT ABRAMS EN VISITE AU GUATEMALA

Le sous-secrétaire d'Etat adjoint aux questions latino-américaines, Elliot Abrams, s'est rendu au Guatemala, au Costa Rica et au Honduras les 21 et 22 octobre pour diriger auprès de ces gouvernements la remise de 100 millions de dollars à la "contra" nicaraguayenne.

Abrams était accompagné de William Walker, chargé des questions centre-américaines dans ce même département.

DES HELICOPTERES NORD-AMERICAINS SE POSENT AU GUATEMALA

Des hélicoptères Chimook de l'armée des Etats-Unis, en vol en direction du Honduras pour renforcer la contre-révolution nicaraguayenne, ont fait une escale technique au Guatemala, a fait savoir le 28 le porte-parole militaire Fernando Cifuentes. L'information a été diffusée juste après l'inquiétude suscitée par le passage des hélicoptères au-dessus de Guatemala-Ciudad.

LA BELGIQUE RECUSE L'AMBASSADEUR GUATEMALTEQUE

Selon une information officielle du 27 octobre, la Belgique a refusé la nomination de l'ex-ministre des Affaires Etrangères Eduardo Castillo Arriola, nommé par le gouvernement de Vinicio Cerezo pour le représenter dans ce pays.

Il semble que le rejet est dû au fait que Castillo Arriola a participé au gouvernement militaire de Efraim Rios Montt (1982-83), caractérisé par ses violations incessantes des droits de l'homme.

UN AUTRE SYNDICALISTE ASSASSINE

Emilio Guzman Pineda, président de l'association des vendeurs ambulants et du syndicat en formation dans cette branche, a été assassiné le 22 octobre dans un quartier populaire de l'ouest de la capitale.

Selon des témoins, les agents du gouvernement sont compromis dans ce crime, commis en plein jour et en présence de nombreuses personnes.

SELON L'ARMEE, L'OCCUPATION DE L'USAC ETAIT LEGALE

L'occupation des installations de l'Université de San Carlos le 3 septembre 1985 n'a pas été illégale, selon un acte du conseil de guerre de la zone militaire N°1, envoyé au ministère public le 26 octobre.

Le 3 septembre 1985, 500 effectifs militaires avaient pénétré dans l'établissement universitaire le plus important du pays, causant pour plus d'un million de quetzales (300 mille dollars) de dommages et confisquant les archives des étudiants.

UN OFFICIEL POUR LES DISPARUS

Olegario Labbe, nommé par la Cour suprême de justice fin juin en tant que juge exécutif pour enquêter sur le sort de 1 467 guatémaltèques enlevés, a présenté une liste de 30 personnes, supposées "réapparues" comprenant 5 personnes n'ayant jamais été déclarées disparues.

Quatre personnes sont membres du GAM (Groupe d'Aide Mutuelle), a fait savoir cette organisation le 24 octobre : Ismael Salanic et Ana Beatriz Estrada Velasquez, les frères Chuta Osorio, dont l'un appartient à l'armée, l'autre se trouvant en prison dans une caserne militaire, et Rocio Uribe Rodriguez qui indique n'avoir aucune relation avec le GAM.

L'AIDE AU GUATEMALA TERNIT L'IMAGE DE LA RFA

L'aide internationale octroyée au Guatemala par le gouvernement de la RFA porte atteinte à l'image de toute la coopération au titre du développement dans son ensemble, a affirmé le 24 octobre le député Wolfgang Rumpf, porte-parole du groupe libéral au parlement ouest-allemand. Selon Rumpf, l'assistance accordée à la police guatémaltèque détruira les effets positifs obtenus après plusieurs années de coopération allemande avec le tiers monde.

LE GOUVERNEMENT DOIT ADOPTER DES MESURES CONTRE LA VIOLENCE

Dans un dépliant publié dans la presse le 25 octobre, des citoyens nord-américains préoccupés par la vague de violence qui frappe le Guatemala, ont demandé aux trois pouvoirs de l'Etat guatémaltèque l'adoption de mesures urgentes et la dérogation au décret d'amnistie pour les militaires responsables de violations des droits de l'homme.

Le texte est signé par les membres de la "campagne pour les disparus du Guatemala", habitant dans la région de la baie de San Francisco (USA).

DES BOURSES DE L'AID POUR LE GUATEMALA

800 Guatémaltèques sont allés depuis le début de l'année aux Etats-Unis pour étudier dans le cadre du programme "des bourses pour la paix", (patronné par l'Agence Internationale pour

le Développement,) du gouvernement nord-américain, selon une information du 25 octobre.

Le dernier groupe était composé de 40 petits entrepreneurs et de 40 employés agricoles qualifiés.

UNE ORGANISATION DEMOCRATE-CHRETIENNE APPELLE A UNE RENCONTRE MONDIALE

L'Union Internationale pour la Coopération et pour le Développement (UNICOD), organisation non gouvernementale dont le siège se trouve à Rome, lance un appel en faveur d'une rencontre mondiale au cours de laquelle serait débattu le thème de la coopération pour le développement dans le tiers monde ; la conférence aurait lieu au Guatemala le 27 octobre.

Des délégués d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique, des observateurs des pays industrialisés et des organismes internationaux, comme la Banque Interaméricaine pour le Développement ou la Communauté européenne, prendraient part à cette rencontre, présidée par René de Leon Schlotter, ministre guatémaltèque du développement, vice-président international de la démocratie chrétienne et premier secrétaire de l'UNICOD.

ON ENVISAGE LA SUPPRESSION DE L'AIDE ALIMENTAIRE

On a appris le 28 octobre que le Programme mondial pour l'alimentation pourrait suspendre son aide au Guatemala, car 834000 quintaux (1q=46kg) de produits donnés se trouvent dans les hangars du port de Santo Tomas de Castille, sur le point de pourrir.

C'est le Comité pour la reconstruction nationale, dirigé par l'armée qui est chargé de la distribution du maïs, du blé, des haricots et du riz provenant de l'aide internationale.

Selon un employé du PMA, l'équivalent de 50 millions de dollars en aliments a été offert au Guatemala dans le cadre du Programme.

CONTRE-INSURRECTION

DES MILITAIRES COLOMBIENS EN VISITE AU GUATEMALA

Une délégation de l'Ecole Supérieure de Guerre de Colombie est arrivée le 24 octobre au Guatemala pour y échanger des informations sur l'expérience en matière de lutte contre l'insurrection et visiter des installations militaires, a fait savoir la presse locale le 25 octobre.

Le groupe colombien était conduit par le major Jesus Armando Arias Cambrales et a été reçu par le ministre de la Défense, le général Jaime Hernandez.

ON DENONCE L'EXISTENCE D'UNE PRISON CLANDESTINE

Des habitants du département de El Quiché ont dénoncé le 24 octobre l'existence d'une prison secrète à l'intérieur de la caserne de l'armée, dans le village Pemesabal, municipalité de Santa Cruz.

Les recherches menées par les autorités judiciaires ont permis de trouver dans cette prison José Angel Lopez Aguilar, détenu depuis plusieurs semaines par les militaires.

INSURRECTION

L'ARMEE PERD DES HOMMES DANS LE NORD-OUEST

Les forces de l'Armée de Guérilla des Pauvres ont causé au moins 32 pertes à l'armée gouvernementale au cours d'actions réalisées dans le département du Quiché, selon des informations des insurgés diffusées les 23 et 27 octobre.

Les troupes gouvernementales ont perdu 25 hommes dans la région de Ixcán entre le 6 et le 18 octobre, et 7 dans la caserne de Playa Grande le 18 octobre.

Les actions insurgées, précise l'EGP, répondent à la campagne répressive déchaînée par l'armée contre la population civile de la région.

L'ORPA INFLIGE D'AUTRES PERTES A L'ARMEE

Des unités de l'Organisation du Peuple en Armes (ORPA) ont attaqué le 23 octobre une compagnie de l'armée mobilisée dans les environs de la colline Cabeza de Burro, dans la municipalité de Chicacao, dans le département du Suchitepequez, sud-ouest du pays. D'après le communiqué des rebelles du 28 octobre, l'armée a souffert 4 pertes.

L'action a provoqué la confusion dans les rangs gouvernementaux ; la troupe, qui cherchait à se déployer, a réussi à s'attaquer elle-même.

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

d'imprimer avec le
n° 194 / 1986.

Informations du Guatemala

[1986]

MISE AU POINT POLITIQUE D'OCTOBRE

Le 20 octobre dernier s'est achevé la tournée internationale qu'a réalisée durant 24 jours la délégation conduite par le président Vinicio Cerezo et qui, selon ce dernier, a réalisé les objectifs d'obtenir une aide économique et le soutien à la politique de "neutralité active" que son gouvernement promeut en Amérique Centrale.

Cerezo a eu des entretiens avec les plus hauts dirigeants d'Espagne, de France, de Belgique, d'Allemagne fédérale et d'Italie, et a obtenue 224 millions de dollars de prêts et 60 millions de dollars de donations.

Le gros des déclarations échangées entre les chefs d'état européens et Cerezo s'est centré sur les efforts de paix du Groupe de Contadora et du Groupe d'Appui dans l'isthme, ce qui n'a pas empêché le mandataire guatémaltèque d'exprimer sur la situation interne du Nicaragua des positions qui se rapprochent et coïncident avec les thèses de l'administration Reagan.

En Amérique centrale, "il y a quatre démocraties et un régiment totalitaire, celui du Nicaragua", a déclaré Cerezo en Allemagne fédérale, et il a ajouté que les Etats Unis et le gouvernement nicaraguayen partageaient la responsabilité de l'aggravation de la crise régionale.

La tournée démocrate-chrétienne représente la plus vaste campagne diplomatique entreprise par le Guatemala dans le cadre de la soi-disante politique de "neutralité" ébauchée par le gouvernement du général Efraín Ríos Montt (1982-1983), poursuivie par le général Oscar Mejía Víctores, et qui est resté depuis lors l'axe principal pour limiter l'isolement au niveau international.

Les organismes humanitaires ont dénoncé une moyenne mensuelle de mille assassinats commis par l'armée durant les 18 mois du régime du général Ríos Montt. Dans ce contexte, les autorités militaires commencent à structurer un discours favorable au traitement politique du cas nicaraguayen et hostile à des options belliqueuses. Cette attitude engagée dans l'affrontement avec les forces insurrectionnelles à l'intérieur de ses propres frontières et devant faire face à la pression internationale due à l'augmentation des massacres et des enlèvements.

A la veille de sa tournée, le président Cerezo annonçait qu'il s'abstiendrait de parler des "succès" de son gouvernement et qu'il insisterait plutôt sur le soutien à ses propositions diplomatiques.

Alors que le président réclamait et obtenait une part de cet appui en Europe, le ministre de la défense guatémaltèque, le général Jaime

4° P. 12315

Hernandez, annonçait il y a deux semaines que le Guatemala pourrait changer d'attitude en Amérique centrale parce que "les conditions ont changés".

Il est évident que le Guatemala a renforcé sa politique de double jeu sur les questions régionales. D'un côté la neutralité active et le parlement centro-américain, de l'autre le rapprochement de l'armée guatémaltèque avec celles du Salvador, du Honduras et des Etats Unis, ainsi que la présence de plus en plus notoire de dirigeants de la contre-révolution nicaraguayenne dans le pays.

Selon les démocrates-chrétiens, les réunions de la contre-révolution ne portent pas atteinte à la position guatémaltèque. Récemment, l'hebdomadaire nord-américain "Newsweek" a révélé que des contingents de "contras" s'entraient sur le territoire guatémaltèque.

Dans cet éventail de contradictions, il est possible de dégager une réalité irréfutable: les Etats Unis sont toujours la source la plus sûre d'aide financière et militaire du gouvernement guatémaltèque. Cerezo profite de la condamnation internationale de la politique interventionniste de l'administration Reagan, et il souscrit aux solutions européennes au conflit centro-américain, mais il ne renonce pas toute fois à l'aide nord-américaine. En août dernier, selon "Newsweek", Cerezo était "déconcerté" car après avoir assumé le pouvoir pendant sept mois en tant que premier président civil depuis deux décennies il n'avait toujours pas été invité à rencontrer le président Ronald Reagan. Lors de sa présence aux Etats Unis en septembre dernier, on faisait circuler des rumeurs à propos d'un rendez-vous entre les deux présidents pour le début de l'année '87.

A la suite de la campagne européenne, l'optimisme règne parmi les démocrates-chrétiens, mais il semble également que de nouveaux mouvements se préparent du côté nord-américain pour la région.

"Il n'y a plus lieu de maintenir une attitude de neutralité face au Nicaragua", déclarait fin septembre Elliot Abrams, sous-secrétaire aux affaires interaméricaines du département d'Etat. "Se situer au centre, c'est approuver virtuellement les actes communistes", affirmait celui qui est considéré comme "le spécialiste le plus qualifié en affaires latino-américaines du président Reagan".

Les démocrates-chrétiens guatémaltèques s'affirment comme les arbitres dans l'isthme centro-américain. Néanmoins, l'avenir de leurs démarches n'est pas dépourvu d'obstacles car leur capacité de manoeuvre est bien limitée.

Selon Cerezo, "la Guatemala n'abandonnerait sa neutralité dans le conflit centro-américain qui s'aggrave chaque fois plus qu'au cas où nous serions directement agressés".

Pour obtenir de plus grands succès en matière de politique extérieure, les démocrates-chrétiens guatémaltèques devraient éviter bien des pièges.

Le Salvador et le Honduras ont tourné le dos à la création d'un parlement centro-américain tant que le Nicaragua n'aura pas retiré sa plainte contre ces pays auprès de la cours internationale de La Haye qui pourrait prononcer une sentence similaire à celle qui a condamné

le gouvernement nord-américain qui n'en a pas tenu compte. En outre, et cela est significatif, le Guatemala n'a pas réussi à convaincre l'opinion publique internationale de ce que les mesures adoptées jusqu'à cette date par les autorités civiles aient produit des changements substantiels dans la situation interne du pays, notamment en matière de respect des droits de l'homme.

Les déclarations de Cerezo, divulguées par la presse européenne, affirmant qu'il n'y a pas de violence politique au Guatemala ont été reçues avec incrédulité alors qu'on ne peut taire les informations qui témoignent de la poursuite des enlèvements et assassinats.

Même le rapport de la commission inter-américains des droits de l'homme de l'Organisation des Etats Américains (O.E.A.) qui sera présenté au cours de l'assemblée générale de cette organisation, entre le 10 et le 17 novembre prochain au Guatemala, contient de sérieuses critiques vis à vis du régime démocrate-chrétien.

L'impression que le Guatemala ne fait pas le nécessaire pour mettre fin à la violation des droits de l'homme prendrait fin grâce à la révocation du décret-loi qui concède un large pardon aux militaires impliqués dans les enlèvements et assassinats, affirmait récemment la revue nord-américaine "US news and world report".

"Je n'ai pas été élu pour poursuivre les militaires", a déclaré Cerezo durant son voyage à la revue espagnole "Tiempo". "L'armée coopère", dit Cerezo à Madrid et plus tard il ajouta pendant son séjour à Paris "nous ne pouvons condamner les militaires qui ont favorisé l'ouverture du processus démocratique".

Dans les différentes capitales européennes que visita la délégation présidentielle, les organisations humanitaires, religieuses et les secteurs universitaires et politiques ont demandé à Cerezo la condamnation des responsables de la répression et l'arrêt des violations des droits de l'homme. Le groupe d'Appui Mutuel a annoncé que depuis le 14 janvier, date d'entrée en fonction du nouveau gouvernement, jusqu'à la mi-octobre 128 cas d'enlèvements ont été enregistrés.

Au Guatemala pourtant "il y a des morts comme dans n'importe quelle région du monde", affirma Cerezo à Rome et il ajouta qu'il n'avait reçu aucune accusation d'agression contre des dirigeants de groupements populaires.

MOUVEMENT POPULAIRE

LES TRAVAILLEURS DE L'ELECTRICITE EN GREVE

Le Syndicat des travailleurs de l'Institut national d'électrification (STINDE) a déclaré une grève générale de caractère administratif à partir du 27 octobre, en raison du non respect de l'accord sur les augmentations de salaires signé fin septembre.

Le directeur général de l'INDE a estimé la grève illégale, tout en reconnaissant que les travailleurs n'ont pas perçu l'augmentation prévue.

LE GOUVERNEMENT ESSAIE DE DIVISER LE MOUVEMENT SYNDICAL

Le Syndicat des travailleurs de l'Education du Guatemala a dénoncé le 22 octobre les mesures du gouvernement visant à contrôler et à diviser le mouvement syndical.

Selon le STEG, le gouvernement fait pression pour la création d'associations et de coordinations de travailleurs gouvernementales.

DROITS DE L'HOMME

QUATRE CADAVRES AVEC LE "COUP DE GRACE"

De source judiciaire (23 octobre), on a appris la découverte de 4 cadavres non identifiés, présentant des traces de tortures et le traditionnel "coup de grâce".

2 des victimes ont été découvertes dans le sud de la capitale, l'une dans le département du Suchitepequez, et la dernière dans le département de Santa Rosa (est du pays).

UN DISPARU RETROUVE ASSASSINE

Edwin René Gomez Colindres, enlevé par des forces de sécurité le jour de son 17^e anniversaire, le 20 octobre, a été retrouvé assassiné 2 jours après dans les eaux de l'Océan Pacifique, dans la juridiction du port de San José, dans le département de Escuintla (sud du pays).

José Ruben Toc Borrayo, 32 ans, percepteur ambulant de la taxe immobilière de la municipalité de Mixco, dans le département de Guatemala, a été enlevé le 21 octobre par des agents vêtus en civil.

Elver Molina Pelico a disparu dans des circonstances similaires le 20 octobre, à El Asintal, dans le département de Retalhuleu (sud-ouest du pays).

UN MEDECIN BLESSE PAR BALLE DANS LA CITE UNIVERSITAIRE

Le docteur Rigoberto Sixto Barrios Ruiz, 44 ans, médecin légiste de l'hôpital régional de Coatepaque, a été attaqué et blessé par balles le 21 octobre dans le parking de la cité universitaire de San Carlos. Le médecin se trouve dans un état grave à l'hôpital de la capitale.

DEUX EMPLOYEES DOMESTIQUES ATTAQUEES

Deux employées domestiques, Delia Paiz, 19 ans, et Graciela Baten Lopez, 20 ans, ont été attaquées et blessées par balle en pénétrant dans la maison de leur patron. L'identité de celui-ci n'a pas été révélée ; il a été poursuivi par plusieurs véhicules dans le centre de la capitale.

Les agresseurs ont tiré durant plusieurs minutes en toute impunité, blessant les deux jeunes femmes aux jambes ; selon des témoins, il s'agit d'éléments de l'intelligence militaire (G2).

UNE RIVIERE CONTAMINEE A SAN MARCOS

Le fleuve qui traverse le village de Santa Clara, dans le département de San Marcos est empoisonné et a déjà causé la mort d'une personne et de plusieurs têtes de bétail ainsi que des poissons, ont déclaré les habitants de cette localité le 27 octobre.

Selon la dénonciation, Harold Carreto Orozco est mort après avoir bu de l'eau de la rivière, ce qui a alarmé la population.